

AU PRINTEMPS FLEURISSENT LES GRÈVES...

Le droit du travail est un vrai champ de ruines. La loi Aubry a parachevé l'œuvre de destruction entrepris par différents gouvernements, tant de gauche que de droite, notamment en remettant en cause nombre de conventions collectives et en instaurant la flexibilité et l'annualisation du temps de travail comme normes sociales.

Il reste donc aujourd'hui, pour nos thuriféraires de la mondialisation à s'attaquer au statut de la Fonction Publique. La gauche plurielle, forte du bourrage de crânes docilement mis en œuvre par les médias «*chiens de garde*» qui ne cessent de nous rebattre les oreilles de l'incurie des fonctionnaires et comptant sans doute sur des syndicats pour beaucoup largement intégrés à l'État, s'imaginait peut-être avancer sur un terrain social déminé.

Une grève exemplaire

La grève des finances contre le plan Sautter est un camouflet infligé à Jospin et à l'ensemble de la gôche plurielle. La réforme du Ministre des Finances se proposait de fusionner les directions des impôts et du trésor. Ce projet, outre qu'il se traduit inévitablement par une baisse d'effectifs, est, par essence antirépublicain. En effet, si, comme il était prévu, un même service est chargé du calcul des impôts et du recouvrement des fonds alors que dans le même temps, on crée des hôtels des impôts distincts pour les entreprises et les particuliers, il est légitime de craindre que la prévarication ne se développe. Un tel mode de fonctionnement rappelle étrangement celui des fermiers généraux de l'ancien régime!

Les salariés du Ministère des Finances ont su se mobiliser, avec l'ensemble de leurs organisations syndicales, sur un mot d'ordre clair et précis: retrait du plan Sautter. Leur combativité sans faille ne s'est jamais démentie, c'est pourquoi ils sont parvenus à faire reculer, puis enfin céder leur Ministre de Tutelle. Voilà bien là ce qu'il est convenu d'appeler une lutte exemplaire.

Une occasion ratée

Les enseignants sont également sur la brèche depuis de longues semaines. Ils s'opposent tout à la fois à la destruction de leur statut (le projet de décret concernant les professeurs de lycées professionnels et appelé à être généralisé à l'ensemble du corps enseignant impose la flexibilité et l'annualisation du temps de travail), à la dégradation des conditions de travail (c'est tout le sens des revendications des camarades du Gard et de l'Hérault qui réclament des centaines de postes pour enseigner dans des conditions décentes) et à la destruction de l'école publique que le gouvernement voudrait voir transformée en une vaste garderie ou un grand marché. On le voit, l'enjeu est d'importance. La détermination de Jospin et de son fidèle Allègre à mener leur politique à son terme n'a d'égale que celle des enseignants à y mettre fin. Le succès des grèves et manifestations des 16 et 24 mars en témoignent. Malheureusement, la gauche plurielle peut compter sur ses subsidiaires «*syndicaux*» que sont le SNUIPP et le SE-FEN. Ces derniers se sont continuellement opposés aux revendications des collègues en se contentant de demander des moyens pour faire aboutir les réformes du Ministre et ont déployé une énergie considérable à empêcher la réalisation de la grève générale seule à même de faire céder Allègre. J'en veux pour preuve deux faits significatifs: à l'issue de la manifestation du 16 mars les représentants de la *Fédération de l'Éducation Nationale Force-Ouvrière*, qui rappelons-le appelaient à la généralisation de la grève, se sont vus interdire l'entrée de la réunion de l'intersyndicale et le 24 mars, il était surprenant de voir autant de monde défilé dans un silence religieux (et pas seulement dans le cortège du SGEN-CFDT!), manifestement le choix des mots d'ordre posait problème.

Le remplacement d'Allègre par Lang, nouveau ministre de l'Éducation Nationale chargé de faire accepter les réformes avec plus de diplomatie, vient donc à point nommé pour justifier la fin prématurée de la grève. Certains, comme la Secrétaire Générale du SNES se sont empressés de «*calmer le jeu*» en déclarant que Lang était un homme de dialogue (ce dont peut témoigner Monseigneur Cloupet!). Voilà comment on fait taire les revendications et on enterre une grève.

En 1947, en refusant de choisir entre les deux C.G.T., les enseignants se sont, de fait, coupés du mouvement ouvrier et ont développé un syndicalisme corporatiste aisément intégrable au système étatique. Ils paient aujourd'hui les conséquences de cette erreur historique. Jamais, tant qu'une authentique confédération ouvrière libre et indépendante ne sera parvenue à s'implanter solidement et durablement dans l'Éducation Nationale (et les récentes élections professionnelles sont encourageantes) ne sera possible ce qui l'est ailleurs, aux finances par exemple.

Quelques perspectives

La braise est toujours vive sous la cendre. Les enseignants ont démontré qu'ils étaient prêts à en découdre avec ceux qui veulent livrer l'école au marché, il est donc permis de penser qu'ils pourraient bien un jour se passer des syndicats dits majoritaires pour faire valoir leurs droits et aboutir leurs revendications.

L'accord signé entre les syndicats hospitaliers et Martine Aubry entérine la logique de restructuration et de redéploiement des moyens et des personnels. C'est justement contre cette logique que les personnels hospitaliers se sont battus si longtemps, accepteront-ils ce repli frileux des directions syndicales? Enfin, le Premier Ministre en annonçant sa volonté de négocier l'allongement de la durée de cotisation pour les pensions des fonctionnaires, montre clairement que c'est l'ensemble du statut de la fonction publique qui est visé. C'est donc le moment de faire converger les luttes de l'ensemble des fonctionnaires et, au-delà, de tous les salariés, le mot d'ordre de la C.G.T.F.O. «*37,5 annuités pour tous*» peut y contribuer. A chacun de prendre ses responsabilités. Pour se défendre, la classe ouvrière ne peut compter que sur la grève générale, or, bien souvent, au printemps fleurissent les grèves.

Christophe BITAUD

INTERVENTION DE J. SALAMERO AU CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE LA C.G.T.F.O.

Le Syndicat qui m'a confié son mandat votera le rapport moral, ainsi que le financier. J'ajoute qu'après avoir entendu le rapport oral présenté ce matin au nom du Bureau Confédéral par Marc Blondel, rapport que j'approuve très largement, cette décision de vote positif se trouve particulièrement confortée.

J'inclus également dans cette appréciation positive, la réalisation et le contenu de la séance internationale de lundi après-midi, sur la mondialisation et ses effets, qui a été d'une haute tenue, d'une grande portée et qui démontre que notre conception de la solidarité internationale est partagée par de nombreuses organisations affiliées à la C.I.S.L., qu'en conséquence, nous sommes loin, très loin d'être isolés sur le plan international, contrairement à ce qu'affirme, de-çi, de-là, quelques détracteurs, quelques sceptiques, reprochant notre position au congrès de la C.E.S. en juin 1999 (1).

Je souhaite intervenir essentiellement sur la notion de l'indépendance syndicale, parce que je fais partie de ceux qui pensent que le syndicalisme ouvrier confédéré est plus que jamais menacé: nous sommes confrontés à une offensive antisyndicale de grande envergure, contre l'indépendance, comme nous n'en avons pas connue depuis longtemps.

(1) A ce congrès, la C.G.T.F.O. s'oppose aux orientations de la CES, ne vote pas le rapport d'activité ni les projets de résolution.

Marche au totalitarisme

- Lorsqu'un Gouvernement déclare «*inexistant*», «*virtuel*», un accord collectif signé entre une Fédération F.O. et son interlocuteur patronal, parce que cet accord ne rentre pas dans le cadre défini, préétabli par lui, gouvernement,

- Lorsque les gouvernements et les majorités successifs s'ingénient à déposséder, par voie législative, les Fédérations et Confédérations, de leurs prérogatives en matière de négociations collectives, au profit de l'accord d'entreprise dérogatoire,

- Lorsqu'une majorité parlementaire, à travers les lois qu'elle vote, par exemple les lois dites Aubry, introduit la notion de la pratique référendaire, pour soumettre syndicats et sections syndicales à je ne sais quelle volonté populaire, au lieu et place des orientations définies par les adhérents,

- Lorsque Gouvernement et MEDEF, pas du tout concurrents en la matière, bien au contraire, s'évertuent de plus en plus à obtenir des conclusions de négociations (pour autant qu'on puisse les appeler ainsi), signées par toutes les organisations, ou aucune,

- Lorsqu'il est institué, par décret, en novembre 98, un comité de dialogue social de type nouveau dont nous avons largement débattu au C.C.N., dans lequel on veut nous intégrer (mais je suis convaincu qu'ils n'y arriveront pas... ?) pour nous transformer en colégislateurs,

Alors, oui, lorsqu'on additionne tout cela, lorsqu'on met bout à bout tous ces éléments, et bien d'autres, que nous n'avons pas le temps de développer aujourd'hui, on est bien obligé de constater, que se met en place une forme de corporatisme d'État, mais qui n'est pas contradictoire avec le corporatisme dit social, que souhaite le MEDEF pour les entreprises à travers son projet de «*constitution sociale*», de «*refondation sociale*».

Blondel, dans son rapport hier matin, a eu raison de rappeler 1969 et la position de la C.G.T.F.O. pour le vote «*NON*» au référendum, lorsqu'on nous proposait de nous intégrer dans les conseils régionaux et dans un sénat économique, avec voix délibérative: nous avons dit NON à l'état corporatiste.

Non à la France de Vichy ...

Robert Bothereau, premier Secrétaire général de la C.G.T.F.O., expliquait que le corporatisme, c'est «*le syndicat intégré à la famille professionnelle, et celle-ci transformée en organe d'exécution des décisions de l'État*».

Et bien, ce que nous avons refusé en 1969, et pas seulement en 1969, ce que nous avons refusé en 1995, c'est-à-dire de devenir les délégués de l'État, donc les subsidiaires d'un gouvernement, qui, à travers le plan Juppé, voulait transformer la nature même et le rôle du syndicat, nous n'avons aucune raison de l'accepter aujourd'hui parce que nous ne sommes les subsidiaires de personne, et, par conséquent, pas les subsidiaires chargés de gérer les conséquences des politiques budgétaires de la *Banque Centrale Européenne* et les directives de la *Commission de Bruxelles*, car, ne nous voilons pas la face, c'est bien de cela qu'il s'agit: or, cela, c'est le travail de la C.F.D.T., car elle est faite, elle existe pour cela, et aussi celui de la C.G.T., dont l'appareil politique qui la dirige ne tardera pas à dépasser la C.F.D.T. en matière d'asservissement, aux exigences de la construction de l'Europe des régions.

Comprenons-nous bien: l'Europe dont je parle, c'est celle qui se construit aujourd'hui, qui n'a rien à voir avec celle que pouvaient souhaiter, après la seconde guerre mondiale, les fondateurs de la C.G.T.F.O. qui pensaient ainsi organiser la paix.

L'Europe, aujourd'hui, c'est celle des traités qui l'organisent et de leur contenu politique, juridique, extrêmement précis.

L'Europe, aujourd'hui, c'est celle qui tourne très exactement le dos à la démocratie représentative, à la démocratie par délégation.

L'Europe qui se construit, c'est celle de Delors, de Prodi et de leurs amis politiques et philosophiques: c'est leur Europe qui nous impose la *Réforme de l'État*, qui, loin d'être un simple remaniement administratif, bouleversera, et bouleverse déjà les structures de la République, une, indivisible, laïque, si nous laissons faire, et aboutira à «*détricoté*» la République, pour reprendre ce titre fort judicieux d'un article de F.O. Hebdo, il y a quelques mois.

Face à cette offensive, la réponse, c'est, bien entendu, l'action, comme celle concrétisée le 1^{er} février 2000, et qu'il faudra, à notre façon, avec nos méthodes, sur notre programme revendicatif, tenter de poursuivre en la développant pour défendre nos acquis sociaux.

A ce propos, une publication, fort lue dans les milieux syndicaux, entre autres amabilités à notre égard, nous présente comme partisans de la «*sempiternelle défense des acquis sociaux*». Et bien, oui ! Nous continuerons «*sempiternellement*» à défendre nos acquis sociaux, parce que nous n'avons aucun complexe à affirmer haut et fort que nous sommes le syndicat de la feuille de paie, parce que les salariés se nourrissent beaucoup plus de quantitatif que de qualitatif, parce que nous sommes partisans, et que nous en sommes fiers, du toujours plus, pour tous les salariés, en activité ou privés d'emploi !!!

La même publication nous analyse de la façon suivante:

«Héritiers de la S.F.I.O., gaullistes souverainistes, anarcho-syndicalistes, trotskystes, anciens de la J.O.C., on trouve de tout à Force-Ouvrière. Dénominateur commun à ces militants qui tiennent ce mois-ci leur Congrès à Marseille: l'allégeance au chef, Marc Blondel».

Je dis amicalement à ces chroniqueurs sociaux, «*vous n'avez rien compris, vous nous connaissez bien mal*». Car si vous nous connaissiez mieux, vous n'auriez pas écrit «*allégeance*», à moins de confondre «*allégeance*» avec amitié, sympathie, camaraderie, fraternité..., autant de qualificatifs pouvant traduire les sentiments que nous éprouvons les uns envers les autres, même quand nos débats sont vifs, et ils le sont souvent !!!

Vous oubliez l'essentiel, qui rassemble toutes les étiquettes que vous citez, qui rassemble aussi tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans celles-là, et qui sont certainement les plus nombreux à F.O., je veux dire l'indépendance, envers et contre tout, et contre tous, oui l'indépendance, qui est, elle, notre véritable dénominateur commun, cette indépendance que nous vivons et pratiquons tous les jours.

Nous continuons la C.G.T.

En 1995, en septembre, à Limoges, nous avons, par milliers, commémoré, fêté le centenaire de la C.G.T. que nous continuons. A cette occasion, on nous a, une fois de plus, qualifié d'archaïques! Et bien, c'est le plus archaïquement possible – parce que l'archaïsme, c'est la fidélité aux origines – que, dans quelques années, la C.G.T.F.O. qui continuera d'exister parce qu'elle n'est pas un accident de l'Histoire, qui, non seulement, continuera d'exister mais se développera, la C.G.T.F.O. devra célébrer, comme il se doit, en 2006, le centenaire de la *CHARTRE D'AMIENS*, qui reste la charte fondatrice de notre indépendance.

Et quand on a que 100 ans, mes chers camarades, à l'échelle de l'Histoire, on est jeune, très jeune !!!

Mes chers camarades, et j'en terminerai là-dessus, la même publication déjà citée (2), pose une question:

Parlant de nos «*certitudes*», les auteurs s'interrogent: «*Reste à savoir comment ces certitudes survivront au départ à la retraite de cette génération de militants???*».

Rassurons ces journalistes! Avant les générations qui, aujourd'hui, partent à la retraite, d'autres ont combattu, et d'autres combattront après nous. La génération qui a fait la grève générale de juin 1936,

(2) Supplément mensuel «*Liaisons Sociales*» mars 2000

pour ne pas remonter plus haut, n'est pas la même qui a fait la grève générale d'août 1953, ou celle de juin 1968, qui ne sont pas non plus les mêmes que celle qui se dresse dans le mouvement de 1995.

Mais c'est le même combat qui continue, combat qui ne s'analyse pas en termes générationnels, mais en termes de classes sociales aux intérêts antagonistes, classes sociales qui perdurent au-delà de l'existence éphémère des générations!!!

Et c'est pour cela, que confiant dans l'avenir, pour les prochaines grèves générales interprofessionnelles, et, pourquoi pas, peut-être dans un avenir plus proche que certains ne l'imaginent, parce que cela devient une nécessité, que je dis,

Vive la C.G.T.F.O.
Vive l'archéo-syndicalisme
Salut et fraternité.

Jo. SALAMERO.
Marseille, 7 mars 2000.

ICI ET LÀ...

Chocolat: l'Europe antisémite des vendus

Il y a quelques siècles, les juifs portugais, chassés d'Espagne par l'amour chaleureux de l'Inquisition, introduisirent dans le sud-ouest de la France – principalement à Bayonne – leurs techniques de fabrication du bon chocolat. De là se répandit dans tout le royaume le goût pour le bon chocolat. Bien entendu, réservé à ceux qui pouvaient payer, c'est-à-dire à la classe dominante, mais, en matière de gastronomie, son goût n'est pas à mépriser, sous réserve de vérification, cas par cas.

Outre-Rhin sévissaient alors Luther et ses disciples qui, pour mieux renforcer leur lutte contre l'Église catholique, relancèrent l'antisémitisme, le rejet des «*assassins de Dieu*». Donc, pas question de jouir des plaisirs procurés par des juifs.

L'histoire d'une population est incontournable. Aujourd'hui, les margoulins des multinationales de l'agroalimentaire veulent nous faire bouffer de la merde chocolatée en mélangeant au bon chocolat des graisses végétales autres que le beurre de cacao, le second coûtant dix fois plus cher que les premières. Ils ne se privent pas d'arroser le parlement européen de leur «*propagande*».

Le vote sur l'autorisation de nommer «*chocolat*» la merde chocolatée a recueilli 334 voix pour et 171 contre. Si j'en crois mon quotidien en passe de devenir habituel, tous les députés français, pour ne pas prendre leur électorat à rebrousse-poil, auraient voté contre, ainsi que les belges et quelques luxembourgeois, bataves et espagnols. Quant aux britishs (de la vache folle), aux teutons (de l'antisémitisme) et aux vikings (plus doués pour apprécier le poisson que le chocolat) ils se retrouvent comme d'habitude du côté des mangeurs de merde (qui sont les mêmes que ceux qui voudraient nous interdire de manger du foie gras). Ne qualifions pas les autres, ils n'en valent pas la peine. L'arrosage des multinationales de l'agroalimentaire a été efficace.

Cette Europe du parti prêtre, ce nouveau saint empire romain-germanique, c'est vraiment de la chienlit!!!

Ne pas oublier que dans cette affaire, notre cher gouvernement a capitulé au Conseil des Ministres européens précédant le vote au parlement. Apparemment, Jospin ne s'est pas encore débarrassé de ses origines parpaillotes. Quant à Chirac, il préfère les pommes, la tête de veau et le cul des vaches.

Sirven: journaliste-flic

Vous vous foutez probablement du sort de Monsieur Sirven et vous avez bien raison. Un instrument de l'État qui a piqué dans la caisse, c'est une affaire à régler entre coquins. Celui-là a bien de la chance d'être encore en vie et il est peu probable qu'on lui laisse déballer tout ce qu'il sait. Quelque service très spécial lui réglerait son compte sans jugement et, au nom de la raison d'État qu'il n'y aurait pas à s'en étonner. Quant à s'en indigner: les thuriféraires de cette fiction idéologique nommée «*État de droit*» continueront encore longtemps à servir de cache-sexe à la raison d'État.

Qu'on se foute de Monsieur Sirven, ok! Mais nous avons intérêt à ne pas nous foutre de la manière dont il a été repéré: par des journalistes que la chasse au scoup a transformés en méprisables auxiliaires de police. Oh! mon salaud! vous vous attaquez à des journalistes, vous êtes donc contre la liberté de la presse!

Ce genre de salade nous savons tous en vendre. Tous les journalistes ne sont pas des salauds, mais les journalistes salauds sont nombreux et ne supportent pas que la liberté de la presse soit indisociable de la liberté de critiquer la presse. Et puis, cette argumentation sur la liberté de la presse nous prend pour des cons: historiquement, la revendication de la liberté de la presse concerne la presse d'opinion, la presse politique. Les marchands de papier en profitent, mais ils feraient mieux d'adopter un profil bas.

Après tout, si Sirven se fait pincer et/ou dessouder à cause de journalistes-flics, sa compagne pourrait s'inspirer de l'exemple de Madame Caillaux qui, au début du siècle, révolvérisa le directeur du *Figaro*, coupable d'avoir, dans le cadre d'une campagne politique contre son mari, publié des lettres intimes la concernant. Elle fut acquittée par le jury de la cour d'assises. Chacun a le droit de rêver.

Écolos fachos

Si vous n'aimez pas les ours, vous n'êtes pas mes pôtés. J'ai dormi avec mon nounours jusqu'à treize-quatorze ans. Ensuite, je l'ai remplacé par une photo de fille (parfois j'en changeais) sur ma table de nuit, mais j'ai toujours continué à aimer les ours, les vrais. Bien sûr, ce sont des fauves à ne pas fréquenter de trop près, mais l'idée de leur réimplantation dans certains secteurs des Pyrénées ne me choque pas. A condition de choisir des lieux adéquats. Il s'en trouve peut-être dans le département des Hautes-Pyrénées. Des expériences y sont en cours.

En revanche, vouloir en réimplanter dans la vallée d'Aspe, donc dans les Pyrénées Atlantiques (qu'avant la mode du causer politiquement correct on nommait tout bêtement les Basses-Pyrénées), relève de la foutaise et ne peut que provenir de cerveaux embrumés par l'imbécillité écologiste. Car tout ce secteur des anciennes Basses-Pyrénées est voué, que cela plaise ou non, à devenir un «*fromage de gruyère*» perpendiculairement à la frontière. Il y a aujourd'hui des combats beaucoup plus importants à mener que de chercher à s'opposer à ce raz-de-marée politiquement très superficiel.

Évidemment, ce n'est pas à une petite tête d'écolo de service qu'il faut demander de distinguer entre l'important et le superficiel. Alors duschnock Pététin, vous savez, le gracié par l'ancien pétainiste François Mitterrand, s'est mis en tête de faire une grève de la faim, avec quelques uns de ses acolytes, pour préserver la vallée d'Aspe et la possibilité d'y réimplanter des ours... dans un environnement qui demeurera pour eux toujours invivable. Parce qu'il leur faut pouvoir se déplacer sur de très grandes superficies.

Si Pététin et ses disciples ont des pulsions suicidaires, qu'ils se suicident, ils ne nous emmerderont plus. A leur égard, j'ai l'intention de pratiquer la non-intervention, la non-assistance, donc de ne pas me mettre en travers de leur liberté. Et je vous suggère d'en faire autant.

Bof! bien que convaincu que l'anarchisme n'est pas un humanisme, je veux bien jouer à l'humaniste et/donc ami des bêtes et avouer que je me fous de ce qui peut leur advenir et que je ne me sens absolument pas solidaire de ces zigotos antipathiques et surtout politiquement dangereux, dont l'objectif est de nous fabriquer une société de plus grande restriction, une société de cons, une société réactionnaire, une société totalitaire. Parce que, pour maintenir l'équilibre, «*l'ordre public*», dans une société de

restriction organisée, il n'y a que le fric, le flic et l'idéologie, la petite carotte, le gros bâton et «*l'amour*» pour ce légume et cet ustensile. Quant aux anarchistes qui croient naïvement devoir s'impliquer, par charité chrétienne (!?!), dans ce genre d'histoire, ce ne sont que des liquidateurs de l'anarchisme, des acteurs, peut-être inconscients (mais qui sait?), de sa déliquescence, de sa décomposition.

Aux compagnons et autres camarades qui s'interrogent sur la très mauvaise et très minable habitude de filer le train aux écolos – il en existe heureusement – je rappelle l'excellent bouquin de Philippe Pelletier: *L'imposture écologiste*. On doit pouvoir encore s'en procurer à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs.

Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
